

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-124

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) ~~la préservation, la protection~~ et l'amélioration de la qualité de l'environnement, **patrimoine commun des européens**,
- b) la protection de la santé des personnes,
- c) l'utilisation prudente et ~~rationnelle~~ **responsable** des ressources naturelles,
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau élevé **de qualité**, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des dispositions provisoires soumises à une procédure de contrôle par l'Union.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, l'Union tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles,
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de l'Union,
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,
- d) du développement ~~économique et social~~ **durable** de l'Union dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties

concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article: **III-125 (ex 175)**

Déposée par Monsieur: **Erwin Teufel**

Qualité: **Membre**

Texte du Praesidium

(2) Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des [ex-Artikels 95] nimmt der Rat einstimmig Europäische Gesetze oder Rahmengesetze an, die Folgendes betreffen:

a) Maßnahmen überwiegend steuerlicher Art;

b) Maßnahmen, die

i) die Raumordnung berühren;

ii) die mengenmäßige Bewirtschaftung der Wasserressourcen berühren oder die Verfügbarkeit dieser Ressourcen mittelbar oder unmittelbar betreffen;

iii) die Bodennutzung mit Ausnahme der Abfallbewirtschaftung berühren;

c) Maßnahmen, welche die Wahl eines Mitgliedstaats zwischen verschiedenen Energiequellen und die allgemeine Struktur seiner Energieversorgung er-

Amendement proposé

(2) Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des [ex-Artikels 95] nimmt der Rat einstimmig Europäische Gesetze oder Rahmengesetze an, die Folgendes betreffen:

a) Maßnahmen überwiegend steuerlicher Art;

b) Maßnahmen, die

i) die Raumordnung berühren, **wobei die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten für Raumplanung und Städtebau zu achten ist;**

ii) die mengenmäßige Bewirtschaftung der Wasserressourcen berühren oder die Verfügbarkeit dieser Ressourcen mittelbar oder unmittelbar betreffen;

iii) die Bodennutzung mit Ausnahme der Abfallbewirtschaftung berühren;

c) Maßnahmen, welche die Wahl eines Mitgliedstaats zwischen verschiedenen Energiequellen und die allgemeine Struktur seiner Energieversorgung er-

heblich berühren.

heblich berühren.

In einem Europäischen Gesetz des Rates kann einstimmig festgelegt werden, in welchen der in diesem Absatz genannten Bereichen der Rat mit qualifizierter Mehrheit beschließt.

In einem Europäischen Gesetz des Rates kann einstimmig festgelegt werden, in welchen der in diesem Absatz genannten Bereichen der Rat mit qualifizierter Mehrheit beschließt.

In allen Fällen beschließt der Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses.

In allen Fällen beschließt der Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses.

Begründung:

Auch soweit im Umweltbereich raumordnungsrelevante Maßnahmen getroffen werden können, muss sichergestellt sein, dass die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten für Raumplanung und Städtebau gewahrt wird.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-125

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III –125 (ex-article 175)

Article III-1 (ex-article 175)

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions, **y compris les mesures de nature fiscale**, à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'ex-article 174]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'ex-article 95], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadre européennes établissant:~~

~~a) des mesures essentiellement de nature fiscale;~~

~~b) les mesures affectant:~~

~~i) l'aménagement du territoire;~~

~~ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;~~

~~iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;~~

~~e) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.~~

~~Une loi européenne du Conseil peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.~~

~~Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

3. 2. La loi ou la loi-cadre européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux~~

~~conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.~~

4. 3. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. 4. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, cette mesure prévoit sous une forme appropriée:

- a) des dérogations temporaires et/ou
- b) un soutien financier du Fonds de cohésion.

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : Titre II Article III. 125 (ancien 175) para 2

Déposée par Monsieur Olivier Duhamel

Qualité : - Membre -
Madame Pervenche Berès
Suppléante

Modifier comme suit :

Article 125 (ex-article 175) para 2

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'ex-article 174]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.
2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'ex-article 95], le Conseil, adopte ~~à l'unanimité~~ **conjointement avec le Parlement européen** des lois ou des lois-cadre européennes établissant:
 - a) des mesures essentiellement de nature fiscale;
 - b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
 - c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

~~Une loi européenne du Conseil peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.~~

~~Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

3. La loi ou la loi-cadre européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.

4. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, cette mesure prévoit sous une forme appropriée:

- a) des dérogations temporaires et/ou
- b) un soutien financier du Fonds de cohésion.

Justification : Le Parlement européen est colégislateur

—

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-125

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'article 174]. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.

2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article 95], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadre européennes établissant :

~~a) les dispositions essentiellement de nature fiscale~~

b) les mesures affectant:

i) l'aménagement du territoire;

~~ii) La gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources ;~~

iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;

c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un Etat membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Une loi européenne du Conseil peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité économique et social et du Comité des régions.

~~3. La loi ou la loi-cadre européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions.~~

4. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, le Conseil cette mesure prévoit dans l'acte portant adoption de cette mesure, les dispositions appropriées sous forme sous une forme appropriée:

a) des dérogations temporaires et/ou

b) d'un soutien financier du Fonds de cohésion.

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-125

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'article III-124 (ex-174)]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.
2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article III-62 (ex-95)], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadres européennes établissant:
 - a) ~~des mesures essentiellement de nature fiscale;~~
 - b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) ~~la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;~~
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
 - c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil peut adopter, à l'unanimité, une décision européenne définissant les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

3. La loi européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.

4. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.
5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, cette mesure prévoit sous une forme appropriée:

- a) des dérogations temporaires et/ou
 - b) un soutien financier du Fonds de cohésion.
-

Explication éventuelle :

Amendement tendant à faire passer à la majorité qualifiée les deux secteurs barrés.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-125

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-125 (ex-article 175) (environnement)

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'article III-124 (ex-174)]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.
2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article III-62 (ex-95)], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadres européennes établissant:
 - a) ~~des mesures essentiellement de nature fiscale;~~
 - b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
 - c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil peut adopter, à l'unanimité, une décision européenne définissant les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

reste de l'article inchangé

Explication :

Dans une Union de 25 États membres, le maintien de l'unanimité équivaut à l'inaction ou en tout cas à des décisions peu satisfaisantes. Il conviendrait donc de supprimer l'exigence de l'unanimité à l'article III-125. Cela vaut en tout cas pour les décisions en matière de protection de l'environnement qui utiliseraient la fiscalité comme moyen d'action.

En ce qui concerne les points b) et c) de l'art. III-125, paragraphe 2, il s'agit de domaines dans lesquels l'Union ne devrait, en principe, et conformément au principe de subsidiarité, pas légiférer. Plutôt que le maintien de l'unanimité pour ces thèmes, ce qui équivaut à une compétence que l'Union ne pourra de toute façon pas exercer, il conviendra de délimiter de façon plus précise les sphères de compétences respectives,

ce qui permettrait la suppression de l'exigence de l'unanimité. La Commission se réserve de faire des propositions concrètes à la CIG à cet effet.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 124 (1)

Suggestion for Part: III

By Ms / Mr : **G.M. de Vries**
 T.J.A.M. de Bruijn

Status : **Member** **Alternate**

1. Union policy on the environment shall contribute to pursuit of the following objectives:

- (a) preserving, protecting and improving the quality of environment;
 - (b) protecting human health;
 - (c) prudent and rational utilisation of natural resources;
 - (d) promoting measures at international level to deal with regional or worldwide environmental problems;
 - (e) conservation and sustainable use of biological diversity.
-

Explanation (if any):

European environmental policy is currently laid down in three articles of the European Constitution. These articles form the basis for a wide range of legislation, from the Habitat and Nitrates Directives to regulations on exhaust emissions. Although the scope of European environmental policy is broad, the Convention currently focuses on so-called "grey" environmental policy. This concerns restrictions of harmful industrial emissions, recycling and so on. The basis for "green" environmental policy aimed at protecting biological diversity and conserving and restoring natural values is less evident. As regards biodiversity, in signing the Convention on Biological Diversity the EU and the Netherlands have pledged to realise ambitious targets. These obligations are hardly addressed by the current environmental articles of the European Convention. This shortcoming is repaired by including nature and biodiversity in this article.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-124 (1)

By Ms :Maij-Weggen

Status : - Member

Art: III-124 (1)

1. Union policy on the environment shall contribute to pursuit of the following objectives:
 - (a) preserving , protecting and improving the quality of the environment **and wildlife (new)**
 - (b) protecting human health;
 - (c) prudent and rational utilisation of natural resources;
 - (d) promoting measures at international level to deal with regional or worldwide environmental problems.

Explanation (if any) :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article :III-124.2

By Ms / Mr :

Status : - Member - Alternate

ENVIRONNEMENT

2. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, **the substitution principle**¹, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

¹ The substitution principle, which e.g. was included in the Sixth Environmental Programme (1600/2002/EG) should be included as one of the basic principles for the European Union environmental law.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-124

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

1. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants:

- a) ~~la préservation, la protection~~ et l'amélioration de la qualité de l'environnement, **patrimoine commun des européens**,
- b) la protection de la santé des personnes,
- c) l'utilisation prudente et ~~rationnelle~~ **responsable** des ressources naturelles,
- d) la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement.

2. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau élevé **de qualité**, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est fondée sur les principes de précaution et d'action préventive, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.

Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des dispositions provisoires soumises à une procédure de contrôle par l'Union.

3. Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine de l'environnement, l'Union tient compte:

- a) des données scientifiques et techniques disponibles,
- b) des conditions de l'environnement dans les diverses régions de l'Union,
- c) des avantages et des charges qui peuvent résulter de l'action ou de l'absence d'action,
- d) du développement ~~économique et social~~ **durable** de l'Union dans son ensemble et du développement équilibré de ses régions.

4. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties

concernées, qui sont négociés et conclus conformément à [l'article 300].

L'alinéa précédent ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Explication éventuelle :

Proposal to part III of the Convention

- On environmental and consumer protection

Contribution from Jens-Peter Bonde, proposed in collaboration with, Ulla Sandbæk and Bent Hindrup Andersen.

Introduction

The proposal has the following aims:

- ensure the highest standard of environment and consumers protection,
- Member States shall be allowed to pioneer in protection of the environment and consumers through higher standards,
- organic agriculture shall be recognized by the Union as an important part of environmental protection.

Article III-124,1 (ex Article 174)

Add: **e) promoting development and extension of organic agriculture**

Article III-124,2 (ex Article 174)	Proposed new article III-124,2 (ex Article 174)
<p>2. Union policy on the environment shall aim at a high level of protection taking into account the diversity of situations in the various regions of the Union. It shall be based on the precautionary principle and on the principles that preventive action should be taken, that environmental damage should as a priority be rectified at source and that the polluter should pay.</p> <p>In this context, harmonisation measures answering environmental protection requirements shall include, where appropriate, a safeguard clause allowing Member States to take provisional steps, for non-economic environmental reasons, subject to a procedure of inspection by the Union.</p>	<p>2. Union policy on the environment shall aim at the highest level of protection and take into account the diversity of situations in the various regions of the Union. It shall be based on the precautionary principle and on the principles that preventive action should be taken, that environmental damage should as a priority be rectified at source and that the polluter should pay.</p> <p>In this context, harmonisation measures answering environmental protection requirements shall include a safeguard clause allowing Member States to take additional provisional steps, for environmental reasons.</p>

Article III-126 (ex Article 176)	Proposed new article III-126 (ex Article 176)
-------------------------------------	--

The protective provisions adopted pursuant to [Article III-125 (ex 175)] shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective provisions. Such provisions must be compatible with the Constitution. They shall be notified to the Commission.	The protective provisions adopted pursuant to [Article III-125 (ex 175)] shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective provisions. Such provisions are compatible with the Constitution. They shall be notified to the Commission.
--	--

Article III-127,1 (ex Article 153)	Proposed new article III-127,1 (ex Article 153)
1. In order to promote the interests of consumers and to ensure a high level of consumer protection, the Union shall contribute to protecting the health, safety and economic interests of consumers, as well as to promoting their right to information, education and to organise themselves in order to safeguard their interests.	1. In order to promote the interests of consumers and to ensure the highest level of consumer protection, the Union shall contribute to protecting the health, safety and economic interests of consumers, as well as to promoting their right to information, education and to organise themselves in order to safeguard their interests.

Article III-127,4 (ex Article 153)	Proposed new article III-127,4 (ex Article 153)
4. Acts adopted pursuant to paragraph 3 shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective provisions. Such provisions must be compatible with the Constitution. They shall be notified to the Commission.	4. Acts adopted pursuant to paragraph 3 shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective provisions. Such provisions are compatible with the Constitution. They shall be notified to the Commission.

Justification

When the EU legislates, minimum rules shall always be preferred.

Harmonisation in the field of consumer and environmental protection shall always be based on the highest level of protection and not the more arbitrary “high level”.

EU legislation may never prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective provisions.

EU shall recognise organic agriculture as a measure for a sustainable environmental policy.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-124

By Ms / Mr : Mr Bonde

Status : X- Member - Alternate

SECTION 5

ENVIRONMENT

Article III-124 (ex Article 174)

1. Union policy on the environment shall contribute to pursuit of the following objectives:
 - (a) preserving, protecting and improving the quality of the environment;
 - (b) protecting human health;
 - (c) prudent and rational utilisation of natural resources;
 - (d) promoting measures at international level to deal with regional or worldwide environmental problems.
2. Union policy on the environment shall aim at **THE HIGHEST** [DELETE: a high] level of protection **AND** taking into account the diversity of situations in the various regions of the Union. It shall be based on the precautionary principle and on the principles that preventive action should be taken, that environmental damage should as a priority be rectified at source and that the polluter should pay.

In this context, harmonisation measures answering environmental protection requirements shall include, [DELETE: where appropriate,] a safeguard clause allowing Member States to take provisional steps, for [DELETE: non-economic] environmental reasons, subject to a procedure of inspection by the Union.

3. In preparing its policy on the environment, the Union shall take account of:
 - (a) available scientific and technical data;
 - (b) environmental conditions in the various regions of the Union;
 - (c) the potential benefits and costs of action or lack of action;
 - 1)
 - 2) (d) the economic and social development of the Union as a whole and the balanced development of its regions.
4. Within their respective spheres of competence, the Union and the Member States shall cooperate with third countries and with the competent international organisations. The

arrangements for the Union's cooperation may be the subject of agreements between the Union and the third parties concerned, which shall be negotiated and concluded in accordance with [ex Article 300].

The previous subparagraph shall be without prejudice to Member States' competence to negotiate in international bodies and to conclude international agreements.

Explanation (if any)

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-126a (new)

Suggestion for protocol :

By Ms / Mr : Voggenhuber, Lichtenberger, Nagy, Wagener, Helminger, Gormley, MacCormick, Van Lancker, Fayot,

Status : - Member - Alternate

1. Basic standards shall be laid down within the Union for the protection of the health of workers and the general public against the dangers arising from ionizing radiations and to ensure the protection of the environment.

The adequacy of the basic standards shall be kept under regular review.

The expression 'basic standards' means:

- a. maximum permissible doses compatible with adequate safety;
- b. maximum permissible levels of exposure and contamination;
- c. the fundamental principles governing the health surveillance of workers.

2. The basic standards as referred in paragraph 1 shall be worked out by the Commission after it has obtained the opinion of a group of persons appointed by the Scientific and Technical Committee from among scientific experts, and in particular public health experts, in the Member States. The Commission shall obtain the opinion of the Economic and Social Committee on these basic standards. The Council in accordance with the procedure referred to in Article (*put the number of the Article referring to "co-decision procedure"*), shall adopt the basic safety standards.

3. At the request of the Commission or of the European Parliament or of a Member State, the basic standards as referred in paragraph 1 may be revised or supplemented in accordance with the procedure laid down in paragraph 2.

The Commission shall examine any request made by the European Parliament or a Member State.

4. Each Member State shall lay down the appropriate provisions, whether by legislation, regulation or administrative action, to ensure compliance with the basic standards as referred in paragraph 1 which have been established and shall take the necessary measures with regard to teaching, education and vocational training.

Any Member State may maintain or introduce more stringent protective measures.

To this end, the Member States shall communicate to the Commission the provisions applicable at the date of entry into force of this Treaty and any subsequent draft provisions of the same kind.

Any recommendations the Commission may wish to issue with regard to such draft provisions shall be made within three months of the date on which such draft provisions are communicated.

5. Any Member State in whose territories particularly dangerous experiments or activities which could lead to potential dangers arising from ionizing radiations are to take place shall take additional health and safety measures, on which it shall first obtain the opinion of the Commission.

The prior assent of the Commission shall be required where the effects of such experiments or activities are liable to affect the territories of other Member States or if any Member State requests such an assessment to be made.

6. Each Member State shall establish the facilities necessary to carry out continuous monitoring of the level of radioactivity in the air, water and soil and to ensure compliance with the basic standards.

The appropriate authorities shall periodically communicate information on the checks referred to in this Article to the Commission so that it is kept informed of the level of radioactivity to which the public is exposed.

The Commission shall have the right of access to such facilities; it may verify their operation and efficiency.

7. Each Member State shall have legislation designating an independent and effective nuclear regulatory authority or authorities responsible for nuclear safety and radiological protection.

The Commission shall publish regularly, and not fewer than once every two years, a report on the adequacy of the regulatory framework and supervision arrangements for nuclear safety and radiological protection in each Member State and the safety of nuclear installations in the Community, after first consulting the Economic and Social Committee.

The reports referred to in this Article shall be forwarded to the European Parliament and the Council.

8. Each Member State shall provide the Commission with such general and detailed data relating to construct any nuclear reactor or other nuclear installation, or make any significant modification thereto, and to any plan any plan for the disposal of radioactive waste in whatever forms will make it possible to determine whether the implementation of such plan may result in permanent, temporary or potential radioactive contamination of the water, soil or airspace of another Member State where such damage could result from normal operation of the installation or an incident or accident or a combination of these.

The Commission, taking into account the precautionary principle, shall deliver its opinion within six months, after consulting the group of experts referred to in paragraph 3.

9. The Commission shall make recommendations to the Member States with regard to the level of radioactivity in the air, water and soil.

In cases of urgency, the Commission shall issue a directive requiring the Member State concerned to take, within a period laid down by the Commission, all necessary measures to prevent infringement of the basic standards and to ensure compliance with regulations.

Should the State in question fail to comply with the Commission directive within the period laid down, the Commission or any Member State concerned may forthwith, by way of derogation from Articles (*to be specified*), bring the matter before the Court of Justice.

Explanation (if any) :

The amendment is intended to introduce provisions related to health, safety and protection of the environment from ionizing radiations into the Constitution.

Paragraph 2 is intended to provide for the use of "co-decision procedure" to ensure the consistency of the decision-making process, and to enhance transparency and democracy. It provides a policy framework on the way to establish the basic standards for the protection of the health of workers and the general public against the dangers arising from ionizing radiations and to ensure the protection of the environment.

Paragraph 3 clarifies the revision procedure related to the basic standards for the protection of the health of workers and the general public against the dangers arising from ionizing radiations and to ensure the protection of the environment.

Paragraph 5 is intended to ensure that the risks of all particularly activities which could lead to potential dangers arising from ionizing radiations are assessed prior to their being conducted.

Paragraph 7 is intended to ensure that there are competent, independent and effective nuclear regulatory bodies in all Member States and to encourage the strengthening of regulatory practice.

Paragraph 8 proposed would ensure that all risks by all types of nuclear installations would be assessed before the installations are constructed or before existing installations are significantly modified. In addition, the Article would require that the risks posed by already existing facilities, or by facilities which are planned or under construction, are also taken into consideration.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article :III-126

By Ms / Mr :

Status : - Member - Alternate

Article III-1 (ex-article 176)

Les dispositions de protection adoptées en vertu de [l'exarticle 175] ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque État membre, de dispositions de protection renforcées. ~~Ces dispositions doivent~~ **Such measures must be suited to contribute to the objectives of, and be based on such reasons which are referred to in Article III-124 and in other respects¹** être compatibles avec la Constitution. Elles sont notifiées à la Commission.

¹ When such measures are assessed for compliance with Treaty the measures' effects with regard to the objectives stated in Article III-124 should be taken into account.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-125 §2

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

ENVIRONNEMENT

Rédiger ainsi l'article III-125 §2

2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'article III-62 (ex-95)], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadres européennes établissant:

- a) ~~des mesures essentiellement de nature fiscale;~~
- b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) ~~la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;~~
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

Le Conseil peut adopter, à l'unanimité, une décision européenne définissant les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.

Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article: Artikel III-125 (ex-Artikel 175)

Déposée par Messieurs: Joachim Wuermeling, Peter Altmaier

Qualité:

suppléants

<i>Texte du Praesidium</i>	<i>Amendement proposé</i>
(1) Die Maßnahmen zur Erreichung der in [ex-Artikel 174] genannten Ziele werden durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze festgelegt. Diese werden nach Anhörung des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses angenommen.	(1) Die Maßnahmen zur Erreichung der in [ex-Artikel 174] genannten Ziele werden durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze festgelegt. Diese werden nach Anhörung des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses angenommen.
(2) Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des [ex-Artikels 95] nimmt der Rat einstimmig Europäische Gesetze oder Rahmengesetze an, die Folgendes betreffen:	(2) Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des [ex-Artikels 95] nimmt der Rat einstimmig Europäische Gesetze oder Rahmengesetze an, die Folgendes betreffen:
a) Maßnahmen überwiegend steuerlicher Art;	a) Maßnahmen überwiegend steuerlicher Art;
b) Maßnahmen, die	b) Maßnahmen, die
i) die Raumordnung berühren;	i) die Raumordnung berühren, wobei die Verantwortung der Mitgliedstaaten für Raumplanung und Städtebau zu achten ist;
ii) die mengenmäßige Bewirtschaftung der Wasserressourcen berühren oder die Verfügbarkeit dieser Ressourcen mittelbar oder unmittelbar betreffen;	ii) die mengenmäßige Bewirtschaftung der Wasserressourcen berühren oder die Verfügbarkeit dieser Ressourcen mittelbar oder unmittelbar betreffen;
iii) die Bodennutzung mit Ausnahme der Abfallbewirtschaftung berühren;	iii) die Bodennutzung mit Ausnahme der Abfallbewirtschaftung berühren;
c) Maßnahmen, welche die Wahl eines Mitgliedstaats zwischen verschiedenen Energiequellen und die allgemeine Struktur seiner E-	c) Maßnahmen, welche die Wahl

<p>nergieversorgung erheblich berühren.</p> <p>In einem Europäischen Gesetz des Rates kann einstimmig festgelegt werden, in welchen der in diesem Absatz genannten Bereichen der Rat mit qualifizierter Mehrheit beschließt.</p> <p>In allen Fällen beschließt der Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses.</p> <p>(3) Allgemeine Aktionsprogramme, in denen die vorrangigen Ziele festgelegt werden, werden durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze festgelegt. Diese werden nach Anhörung des Ausschusses der Regionen sowie des Wirtschafts- und Sozialausschusses angenommen.</p> <p>Die zur Durchführung dieser Programme erforderlichen Maßnahmen werden, je nach Fall, nach dem in Absatz 1 bzw. Absatz 2 vorgesehenen Verfahren angenommen.</p> <p>(4) Unbeschadet bestimmter Maßnahmen der Union tragen die Mitgliedstaaten für die Finanzierung und Durchführung der Umweltpolitik Sorge.</p> <p>(5) Sofern eine Maßnahme nach Absatz 1 mit unverhältnismäßig hohen Kosten für die Behörden eines Mitgliedstaats verbunden ist, wird darin unbeschadet des Verursacherprinzips in geeigneter Form Folgendes vorgesehen:</p> <p>a) vorübergehende Ausnahmeregelungen und/oder</p> <p>b) eine finanzielle Unterstützung aus dem Kohäsionsfonds.</p>	<p>eines Mitgliedstaats zwischen verschiedenen Energiequellen und die allgemeine Struktur seiner Energieversorgung erheblich berühren.</p> <p>In allen Fällen beschließt der Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses.</p> <p>(3) Allgemeine Aktionsprogramme, in denen die vorrangigen Ziele festgelegt werden, werden durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze festgelegt. Diese werden nach Anhörung des Ausschusses der Regionen sowie des Wirtschafts- und Sozialausschusses angenommen.</p> <p>Die zur Durchführung dieser Programme erforderlichen Maßnahmen werden, je nach Fall, nach dem in Absatz 1 bzw. Absatz 2 vorgesehenen Verfahren angenommen.</p> <p>(4) Unbeschadet bestimmter Maßnahmen der Union tragen die Mitgliedstaaten für die Finanzierung und Durchführung der Umweltpolitik Sorge.</p> <p>(5) Sofern eine Maßnahme nach Absatz 1 mit unverhältnismäßig hohen Kosten für die Behörden eines Mitgliedstaats verbunden ist, wird darin unbeschadet des Verursacherprinzips in geeigneter Form Folgendes vorgesehen:</p> <p>a) vorübergehende Ausnahmeregelungen und/oder</p> <p>b) eine finanzielle Unterstützung aus dem Kohäsionsfonds.</p>
---	---

Begründung:

Hinsichtlich der Raumordnung sollte – vorbehaltlich der Regelungen im Rahmen der transeuropäischen Netze – die Verantwortung der Mitgliedstaaten bei verbindlichen Vorgaben gewahrt werden.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 125

Suggestion for Part: III

By Ms / Mr : **G.M. de Vries**
 T.J.A.M. de Bruijn

Status : **Member** **Alternate**

1. A European Law or framework law shall establish what action is to be taken in order to achieve the objectives referred to in article III-124. It shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

~~2. By way of derogation from paragraph 1 and without prejudice to [Article III-62 (ex 95)] the Council shall adopt unanimously European laws or framework laws establishing:~~

- ~~a) measures primarily of a fiscal nature;~~
- ~~b) measures affecting:~~
 - ~~(i) town and country planning;~~
 - ~~(ii) quantitative management of water resources or affecting, directly or indirectly, the availability of those resources;~~
 - ~~(iii) land use, with the exception of waste management;~~
- ~~c) measures significantly affecting a Member State's choice between different energy sources and the general structure of its energy supply.~~

~~The Council may unanimously adopt a European decision defining the matters referred to in this paragraph on which it shall act by qualified majority.~~

~~In all cases, the Council shall act after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.~~

~~3.2.~~ General actions programmes which set out priority objectives to be attained shall be enacted by a European Law. It shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The measures necessary for the implementation of these programmes shall be adopted under the terms of paragraph 1 ~~or paragraph 2~~, according to the case.

~~4.~~ 3. Without prejudice to certain measures adopted by the Union, the Member States shall finance and implement the environment policy.

~~5.~~ 4. Without prejudice to the principle that the polluter should pay, if a measure based on the provisions of paragraph 1 involves costs deemed disproportionate for the public authorities of a Member State, such measure shall provide in appropriate form for:

- (a) temporary derogations and/or
- (b) financial support from the Cohesion Fund.

Explanation (if any):

The Netherlands wishes to introduce QMV and co-decision for the whole Title Environment.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-125

By Ms / Mr : Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, MacCormick, Nagy

Status : - Member - Alternate

Artikel III-125 (ex Article 175)

1. A European law or framework law shall ~~establish what action is to be taken~~ **adopt the measures necessary in order** to achieve the objectives referred to in [ex Article 174]. It shall be adopted after consulting the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

~~2. By way of derogation from paragraph 1 and without prejudice to [ex Article 95] the Council shall adopt unanimously European laws or framework laws establishing:~~

~~(a) — measures primarily of a fiscal nature;~~

~~(b) measures affecting:~~

~~(i) town and country planning;~~

~~(ii) — quantitative management of water resources or affecting, directly or indirectly, the availability of those resources;~~

~~(iii) — land use, with the exception of waste management;~~

~~(e) — measures significantly affecting a Member State's choice between different energy sources and the general structure of its energy supply.~~

~~A European law of the Council may by unanimity define those matters referred to in this paragraph on which it shall act by a qualified majority.~~

~~In all cases, the Council shall act after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee. **(delete this paragraph)**~~

3. General action programmes which set out priority objectives to be attained shall be enacted by a European law or framework law. It shall be adopted after consulting the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The measures necessary for the implementation of these programmes shall be adopted under the terms of paragraph 1 or paragraph 2, according to the case.

4. Without prejudice to certain measures adopted by the Union, the Member States shall finance and implement the environment policy.

5. Without prejudice to the principle that the polluter should pay, if a measure based on the

provisions of paragraph 1 involves costs deemed disproportionate for the public authorities of a Member State, such measure shall provide in appropriate form for:

- (a) temporary derogations, and/or
- (b) financial support from the Cohesion Fund

Explanation if any :

The proposed amendments would require all environmental measures, including those of fiscal nature, to be adopted by qualified majority voting in the Council pursuant to the co-decision procedure with the Parliament.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 125 (ex Article 175), part III of the Constitution

By Ms / Mr : Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Jari Vilén, Hannu Takkula and Esko Helle

**Status : Tiilikainen, Kiljunen, Vilén - Members
 Peltomäki, Takkula and Helle - Alternates**

Article III-125 (ex Article 175)

1. A European law or framework law shall establish what action is to be taken in order to achieve the objectives referred to in [Article III-124 (ex 174)]. It shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

2. By way of derogation from paragraph 1 and without prejudice to [Article III-62 (ex 95)] the Council shall adopt unanimously European laws or framework laws establishing **measures significantly affecting:**

~~(a) — measures primarily of a fiscal nature;~~

~~(b) — measures affecting:~~

~~(i) — town and country planning;~~

~~(ii) — quantitative management of water resources or affecting, directly or indirectly, the availability of those resources;~~

~~(iii) — land use, with the exception of waste management;~~

~~(c) — measures significantly affecting a Member State's choice between different energy sources and the general structure of its energy supply.~~

(a) town and country planning;

(b) quantitative management of water resources or the availability of those resources;

(c) land use, with the exception of waste management;

(d) a Member State's choice between different energy sources and the general structure of its energy supply.

The Council may unanimously adopt a European decision defining the matters referred to in this paragraph on which it shall act by a qualified majority.

In all cases, the Council shall act after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

3. General action programmes which set out priority objectives to be attained shall be enacted by a European law. It shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The measures necessary for the implementation of these programmes shall be adopted under the terms of paragraph 1 or paragraph 2, according to the case.

4. Without prejudice to certain measures adopted by the Union, the Member States shall finance and implement the environment policy.

5. Without prejudice to the principle that the polluter should pay, if a measure based on the provisions of paragraph 1 involves costs deemed disproportionate for the public authorities of a Member State, such measure shall provide in appropriate form for:

- (a) temporary derogations, and/or
- (b) financial support from the Cohesion Fund.

Explanation (if any) :

As proposed by a majority of the working group VI, we prefer to move to QMV on environmental and energy taxation. We suggest the inclusion of environmental taxation in the proposed Article III 59. This could be done by adding a new subparagraph also covering energy taxation.

The text should be clarified to make it more readable and easier to understand. This could be done by bringing the rest of the measures requiring unanimous decision under one subparagraph and by treating all of them in a uniform and consistent way. In order to facilitate the decision making, the scope of the article should be limited to measures that have significant effects.

The concept of indirect availability of water resources is too vague and indefinite. Therefore it should be deleted.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article: **III-125 (ex 175)**

Déposée par Monsieur: **Erwin Teufel**

Qualité: **Membre**

Texte du Praesidium

(2) Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des [Artikels III-62 (ex-95)] nimmt der Rat einstimmig Europäische Gesetze oder Rahmengesetze an, die Folgendes betreffen:

a) Maßnahmen überwiegend steuerlicher Art;

b) Maßnahmen, die

i) die Raumordnung berühren;

ii) die mengenmäßige Bewirtschaftung der Wasserressourcen berühren oder die Verfügbarkeit dieser Ressourcen mittelbar oder unmittelbar betreffen;

iii) die Bodennutzung mit Ausnahme der Abfallbewirtschaftung berühren;

c) Maßnahmen, welche die Wahl eines Mitgliedstaats zwischen verschiedenen Energiequellen und die allgemeine

Amendement proposé

(2) Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des [Artikels III-62 (ex-95)] nimmt der Rat einstimmig Europäische Gesetze oder Rahmengesetze an, die Folgendes betreffen:

a) Maßnahmen überwiegend steuerlicher Art;

b) Maßnahmen, die

i) die Raumordnung berühren, **wobei die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten für Raumplanung und Städtebau zu achten ist;**

ii) die mengenmäßige Bewirtschaftung der Wasserressourcen berühren oder die Verfügbarkeit dieser Ressourcen mittelbar oder unmittelbar betreffen;

iii) die Bodennutzung mit Ausnahme der Abfallbewirtschaftung berühren;

c) Maßnahmen, welche die Wahl eines Mitgliedstaats zwischen verschiedenen Energiequellen und die allgemeine

Struktur seiner Energieversorgung erheblich berühren.

Struktur seiner Energieversorgung erheblich berühren.

Der Rat kann einstimmig einen Europäischen Beschluss erlassen, in dem festgelegt wird, in welchen der in diesem Absatz genannten Bereichen der Rat mit qualifizierter Mehrheit beschließt.

Der Rat kann einstimmig einen Europäischen Beschluss erlassen, in dem festgelegt wird, in welchen der in diesem Absatz genannten Bereichen der Rat mit qualifizierter Mehrheit beschließt.

In allen Fällen beschließt der Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses.

In allen Fällen beschließt der Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses.

Begründung:

Auch soweit im Umweltbereich raumordnungsrelevante Maßnahmen getroffen werden können, muss sichergestellt sein, dass die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten für Raumplanung und Städtebau gewahrt wird.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 125, Partie III, Titre III

Déposée par Messieurs : Ernâni Lopes et Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et Suppléant

-
1. (...)
 2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'exarticle 95], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadre européennes établissant:
 - a) des mesures essentiellement de nature fiscale;
 - b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) ~~la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;~~
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
 - c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.
- Une loi européenne du Conseil peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.
- Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.
3. (...)
 4. (...)
 5. (...)

Explication éventuelle :

Il nous semble que la rédaction proposée, comme d'ailleurs celle de Nice, est moins progressive que la rédaction antérieure au niveau de la gestion des ressources hydrauliques.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-125

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-125 (ex-Artikel 175)

(1) ...

~~(2) Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet des [Artikels III-62 (ex-95)] erlässt der Rat einstimmig Europäische Gesetze oder Rahmengesetze, die Folgendes betreffen:~~

~~a) Maßnahmen überwiegend steuerlicher Art;~~

~~b) Maßnahmen, die~~

~~i) die Raumordnung berühren;~~

~~ii) die mengenmäßige Bewirtschaftung der Wasserressourcen berühren oder die Verfügbarkeit dieser Ressourcen mittelbar oder unmittelbar betreffen;~~

~~iii) die Bodennutzung mit Ausnahme der Abfallbewirtschaftung berühren;~~

~~e) Maßnahmen, welche die Wahl eines Mitgliedstaats zwischen verschiedenen Energiequellen und die allgemeine Struktur seiner Energieversorgung erheblich berühren.~~

~~Der Rat kann einstimmig einen Europäischen Beschluss erlassen, in dem festgelegt wird, in welchen der in diesem Absatz genannten Bereichen der Rat mit qualifizierter Mehrheit beschließt.~~

~~In allen Fällen beschließt der Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses.~~

(3) ...

(4) ...

(5) ...

Explanation (if any) :

Keine Ausnahmen vom ordentlichen Gesetzgebungsverfahren.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: 125 (ex 175)

By Mr Hain

Status : - Member

1. OK.

2. By way of derogation from paragraph 1 and without prejudice to [Article III-62 (ex 95)] the Council shall adopt unanimously European laws or framework laws establishing:

(a) ~~measures~~ provisions primarily of a fiscal nature;

(b) OK.

(c) OK.

Paras 3 to 5: OK.

Explanation (if any) :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III - 125

Déposée par Monsieur Ben Fayot (Chambre des Députés, Luxembourg)

Qualité : - Membre

Article III-125 (ex Article 175)

1. A European law or framework law shall ~~establish what action is to be taken~~ **adopt the measures necessary** in order to achieve the objectives referred to in [ex Article 174]. It shall be adopted after consulting the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.
2. ~~By way of derogation from paragraph 1 and without prejudice to [ex Article 95] the Council shall adopt unanimously European laws or framework laws establishing:~~
- ~~(a) measures primarily of a fiscal nature;~~
 - ~~(b) measures affecting:~~
 - ~~(i) town and country planning;~~
 - ~~(ii) quantitative management of water resources or affecting, directly or indirectly, the availability of those resources;~~
 - ~~(iii) land use, with the exception of waste management;~~
 - ~~(c) measures significantly affecting a Member State's choice between different energy sources and the general structure of its energy supply.~~

~~A European law of the Council may by unanimity define those matters referred to in this paragraph on which it shall act by a qualified majority.~~
~~In all cases, the Council shall act after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee. (delete this paragraph)~~

Explication éventuelle :

The proposed amendments would require all environmental measures, including those of fiscal nature, to be adopted by qualified majority voting in the Council pursuant to the co-decisions procedure with the Parliament.

Proposition d'amendement à l'Article III. 125 (ancien 175) para 2

Déposée par Monsieur Olivier Duhamel, Pervenche Berès, Linda McAvan, Anne van Lancker, Helle Thorning-Schmidt, Luis Marinho, Elena Paciotti, Carlos Carnero, Maria Berger et Jacques Floch, Vytenis Andriukaitis, Adrian Severin, Jürgen Meyer, Ben Fayot, Claudio Martini,

Modifier comme suit :

Article 125 (ex-article 175) para 2

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'ex-article 174]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'exarticle 95], le Conseil, adopte ***à l'unanimité conjointement avec le Parlement européen*** des lois ou des lois-cadre européennes établissant:

- a) des mesures essentiellement de nature fiscale;
- b) les mesures affectant:
 - i) l'aménagement du territoire;
 - ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;
 - iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;
- c) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.

~~Une loi européenne du Conseil peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.~~

~~Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

3. La loi ou la loi-cadre européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.

4. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, cette mesure prévoit sous une forme appropriée:

- a) des dérogations temporaires et/ou
 - b) un soutien financier du Fonds de cohésion.
-